CROCIS
L'économie en Île-de-France
Chiffres, analyses, tendances

La situation de l'emploi
et de la conjoncture économique
en Ile-de-France
à l'automne 2016

L'ECONOMIE FRANCILIENNE TOUJOURS BALBUTIANTE

DECEMBRE 2016

un observatoire de la
CCI PARIS ILE-DE-FRANCE

SYNTHESE 3

PARTIE 1 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL 4

- RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2016 4
- PERSPECTIVES : LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT S'INSCRIRE SOUS LES 3,0 % EN 2016 5

PARTIE 2 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN FRANCE 6

- LA CROISSANCE FRANÇAISE DE NOUVEAU HESITANTE DEPUIS LE PRINTEMPS DERNIER 6
- L'EMPLOI SALARIE AUGMENTE DEPUIS SIX TRIMESTRES… 8
- … MAIS LE TAUX DE CHOMAGE RESTE ELEVE 8
- PERSPECTIVES : LA CROISSANCE 2017 INFERIEURE A CELLE DE 2016 ? 8

PARTIE 3 - L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE 9

- DEMOGRAPHIE D'ENTREPRISES 9
- COMMERCE EXTERIEUR 10
- EMPLOI SALARIE 11
- TAUX DE CHOMAGE 12
- DEMANDE D'EMPLOI 13
- ACTIVITE INTERIMAIRE 14
- TAUX DE TENSION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL 14
- ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE 15
- ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE 15
- ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES 15
- ANALYSE SECTORIELLE : CONSTRUCTION 16
- ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT 16
- ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX 17
- ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE 18
- PERSPECTIVES : L'ANNEE 2016 DEVRAIT S'ACHEVER SUR UNE NOTE DECEVANTE POUR L'ECONOMIE FRANCILIENNE 20

Synthèse

Au niveau mondial, la croissance devrait ressortir sous + 3,0 % en 2016 (après + 3,1 % en 2015). En effet, aux difficultés qui se sont à peine atténuées au Japon, au ralentissement chinois et aux récessions au Brésil et en Russie, se sont ajoutés début 2016 des signes d'essoufflement aux Etats-Unis et une nouvelle hausse des incertitudes en Europe après le référendum sur le Brexit.

En France, après avoir franchi le cap de + 1,0 % en 2015, la croissance peine également depuis le printemps dernier et restera en 2016 en-deçà de l'objectif de + 1,5 %. L'acquis de croissance pour 2016 après le troisième trimestre n'est en effet que de 1,1 % et la hausse de 0,4 % attendue pour le quatrième trimestre porterait la croissance annuelle à tout juste + 1,2 %, soit le même niveau qu'en 2015. Cependant, tout aussi limitée qu'elle soit, l'activité de ces derniers mois a suffi pour que le pays continue à créer des emplois ; de même, bien qu'il soit encore très élevé (9,7 % en France métropolitaine au troisième trimestre 2016), le taux de chômage s'est infléchi de 0,4 point sur un an.

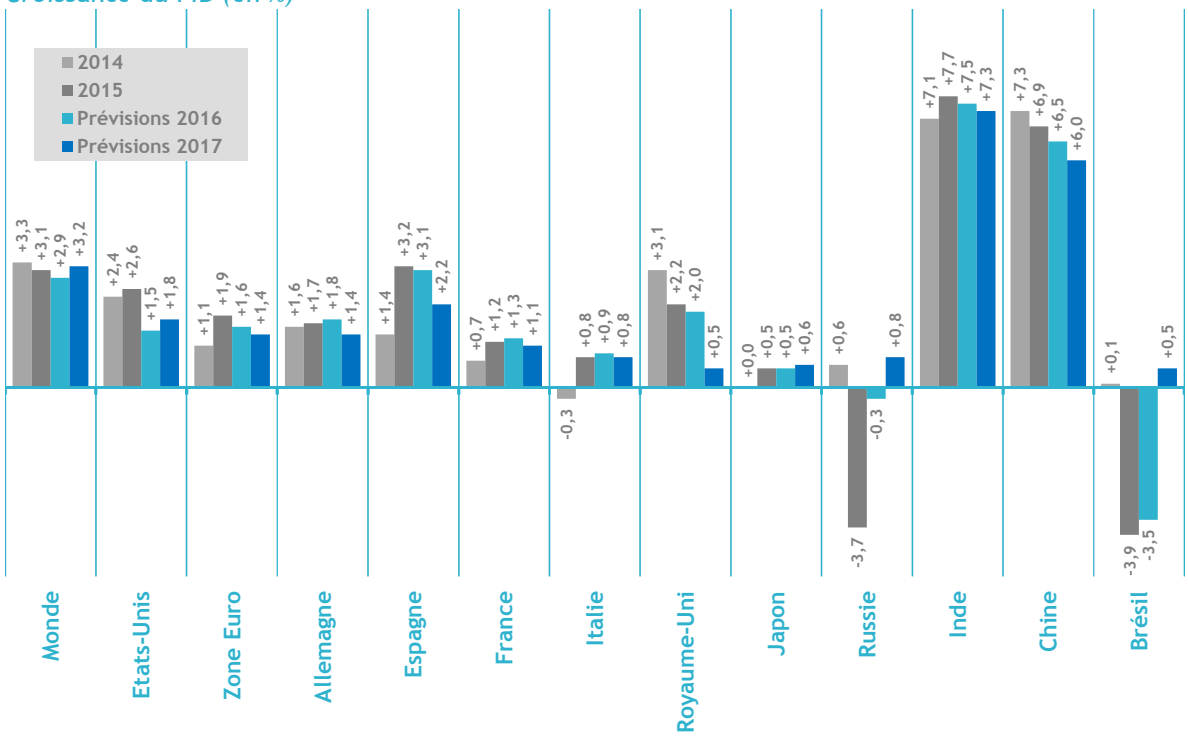
Le redressement de l'économie francilienne est aussi laborieux qu'au niveau national. Le nombre de défaillances d'entreprises est notamment toujours très élevé dans la région (il est équivalent aux points hauts d'après la récession de 2008-2009) ; l'activité des secteurs liés au tourisme est également toujours particulièrement fragile. Malgré tout, l'économie francilienne paraît -à certains égards- mieux orientée que celle d'autres régions françaises. En effet, l'Ile-de-France continue à créer des emplois, ce qui a permis une réduction de 0,5 point du taux de chômage francilien ; celui-ci est au plus bas depuis fin 2012 (8,5 % au deuxième trimestre 2016).

Partie 1 - l'environnement économique mondial

Après avoir atteint + 3,1 % en 2015, la croissance mondiale devrait ressortir sous les + 3,0 % en 2016. En effet, alors que l'économie chinoise est en cours de ralentissement, des signes d'essoufflement se sont manifestés aux Etats-Unis en début d'année et une nouvelle zone de turbulences s'est formée en Europe après le référendum sur le Brexit. Néanmoins, la seconde moitié de l'année a mis en évidence des évolutions plus favorables aux Etats-Unis (accélération de la croissance) et au Japon (trois trimestres consécutifs de hausse du PIB pour la première fois depuis 2013) ; par ailleurs, malgré la décélération de l'activité en France et en Allemagne, le taux de chômage en zone euro est au plus bas depuis juin 2011.

Evolution du PIB des principales économies mondiales

Croissance du PIB (en %)



Source : COE-Rexecode (données de septembre 2016)

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2016

NOUVEAU RALENTISSEMENT DU COMMERCE MONDIAL

Huit ans après la récession de 2008-2009, l'économie mondiale peine toujours à retrouver son rythme d'avant-crise. Ainsi, sur fond de ralentissement des échanges, **l'année 2016 devrait même s'achever sous + 3,0 % de croissance à l'échelle planétaire**. En effet, aux difficultés chroniques au Japon, au ralentissement chinois et aux récessions au Brésil et en Russie, se sont ajoutés des signes d'essoufflement aux Etats-Unis et une nouvelle hausse des incertitudes en Europe après le référendum sur le Brexit. Les résultats du troisième trimestre 2016 laissent toutefois penser qu'une partie des difficultés sont désormais dans le rétroviseur (sortie de récession en Russie, rebond d'activité outre-Atlantique).

Plus précisément, aux Etats-Unis, **la croissance américaine devrait terminer l'année à un niveau bien inférieur à celui de 2015** (environ + 1,5 % contre + 2,6 % il y a un an). En effet, dans la lignée des résultats de fin 2015 (+ 0,2 % au quatrième trimestre), la croissance américaine a manqué de dynamisme au premier trimestre 2016 (+ 0,2 % également). Il convient toutefois de signaler que les hausses de PIB ont progressivement retrouvé de la vigueur : + 0,4 % au deuxième trimestre 2016, puis + 0,8 % au troisième trimestre 2016. En effet, même si l'investissement recule et la consommation des ménages se modère, le redressement des exportations a redynamisé l'activité. Parallèlement, après avoir ralenti au printemps, le rythme des créations d'emplois aux Etats-Unis a lui aussi rebondi et **le taux de chômage tend à nouveau vers son point bas d'avant-crise** (4,6 % en novembre 2016 contre 4,4 % en mai 2007).

De l'autre côté du Pacifique, **l'économie japonaise reste à la peine mais l'activité a accéléré ces derniers mois**. En effet, à l'été 2016, le PIB nippon a bénéficié d'un troisième trimestre consécutif de croissance, ce qui n'était plus arrivé depuis 2013 : ainsi, la croissance japonaise a enregistré des hausses de 0,5 %, 0,2 % et 0,5 % aux trois premiers trimestres de 2016 et l'acquis pour 2016 à l'issue du troisième trimestre a atteint + 0,7 %. La croissance 2016 devrait par conséquent rester cantonnée sous + 1,0 % mais dépasser celle de 2015 (+ 0,5 %). Malgré ces niveaux d'activité toujours modestes, le taux de chômage a atteint 3,0 % en septembre dernier, soit son plus bas niveau depuis 20 ans. ■

En Chine, le rythme de l'activité économique continue à ralentir. Ainsi, après avoir atteint 7,3 % en 2014 et 6,9 % en 2015, **la hausse du PIB chinois devrait être limitée entre 6,5 % et 6,7 % en 2016**, un niveau de croissance faible pour le pays. Au troisième trimestre, la croissance a été à nouveau portée par les investissements publics et le secteur immobilier ; le commerce extérieur a également contribué moins négativement qu'au cours des trimestres précédents à l'évolution du PIB. ■

En Europe, que ce soit en zone euro ou au niveau de l'ensemble de l'Union européenne (UE28), le taux de croissance du PIB a tendance à s'essouffler : en zone euro, il a ainsi été de + 0,5 % au premier trimestre 2016 avant de ressortir à + 0,3 % au cours des deux trimestres suivants. Ainsi, **l'acquis de croissance pour 2016 s'élève à 1,5 % en zone euro après les neuf premiers mois de l'année** et la croissance 2016 devrait atteindre +1,6 % (après + 1,9 % en 2015). Cette tendance à la décélération est avant tout visible en France (cf. ci-après) et en Allemagne (+ 0,7 % au premier trimestre, puis + 0,4 % et + 0,2 % aux deuxième et troisième trimestres). Parmi les autres économies majeures de la zone euro, si l'économie transalpine a enregistré au troisième trimestre 2016 une croissance supérieure à l'Allemagne pour la première fois depuis 2009 (+ 0,3 %), elle peine à redémarrer significativement ; l'Espagne (+ 0,7 % l'été dernier) continue à tirer la moyenne européenne vers le haut. Par ailleurs, il est à noter que **la Grèce a enregistré deux trimestres de croissance consécutifs** (+ 0,3 % au deuxième trimestre 2016 puis + 0,5 % au trimestre suivant) ; toutefois, après la baisse de – 0,6 % au premier trimestre de l'année, le PIB hellène devrait se contracter de 0,3 % sur l'ensemble de 2016. Hors zone euro, la première donnée post-référendum du 23 juin relative au PIB au Royaume-Uni a rapporté une croissance de + 0,5 % au troisième trimestre 2016 ; **les effets du « Brexit » ne se font par conséquent pas encore sentir** mais une forte décélération de l'activité britannique est attendue pour 2017. Parallèlement, comme c'est le cas depuis fin 2013, **le taux de chômage européen a continué à se réduire ces derniers mois**. Il a ainsi diminué de 2,5 points dans l'UE28 depuis ses points hauts d'il y a trois ans pour atteindre 8,5 % en septembre dernier ; il est par conséquent au plus bas depuis février 2009. En zone euro, le repli depuis 2013 est moins marqué (- 2,1 points) mais le taux de chômage a atteint 10,0 % en septembre, soit son plus faible niveau depuis juin 2011. Malgré leur mouvement baissier, les deux taux sont encore bien supérieurs à leur niveau de début 2008 : + 2,8 points en zone euro et + 1,7 point dans l'UE28. La tendance au repli est quasiment généralisée même si les évolutions sont hésitantes au Danemark et en Autriche et que le taux de chômage a, au contraire, subi une nette hausse ces derniers mois en Estonie (7,6 % en août dernier contre 5,4 % un an plus tôt) ; en Espagne, il est à souligner que le taux de chômage est passé sous les 20,0 % au printemps dernier : il s'est même dernièrement approché des 19,0 % (19,3 % en septembre). Les écarts demeurent cependant importants d'un pays à l'autre : le taux de chômage est sous les 5,0 % en République Tchèque (4,0 % en septembre), en Allemagne (4,1 %) et à Malte (4,7 %) alors qu'il est toujours supérieur à 20,0 % en Grèce (23,2 % selon la dernière donnée connue : juillet). ■

PERSPECTIVES : LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT S'INSCRIRE SOUS LES 3,0 % EN 2016

L'ACTIVITE MONDIALE CONFRONTEE A DE NOUVELLES INCERTITUDES

Hésitante au printemps dernier, la croissance a retrouvé de la vigueur aux Etats-Unis et les créations d'emplois y sont aujourd'hui plus dynamiques. Cette amélioration devrait se prolonger début 2017 malgré les interrogations autour de l'application du programme du nouveau président américain. La remontée du prix du pétrole devrait également favoriser le redressement des pays exportateurs (la Russie notamment). Dans ce contexte, **la croissance mondiale devrait rebondir en 2017**. Néanmoins, certains facteurs pourraient déstabiliser l'activité : la remontée probable des taux d'intérêt de la Fed, la mise en œuvre du processus de « Brexit » en Europe, l'évolution de la situation en Italie après le référendum du 4 décembre, etc. ■

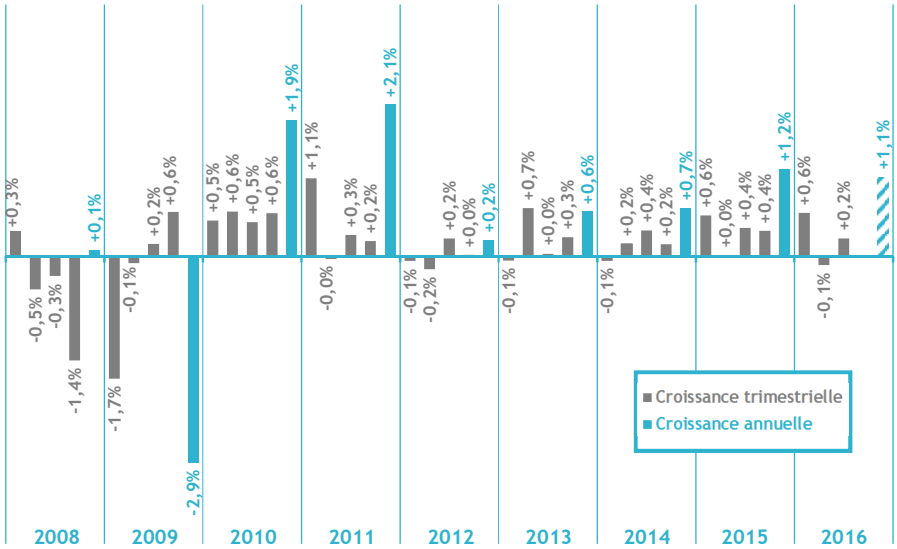
Partie 2 - l'environnement économique en France

Après avoir franchi le cap de + 1,0 % en 2015 (+ 1,2 %), la croissance française peine à nouveau depuis le printemps dernier et restera en 2016 en-deçà de l'objectif de + 1,5 % fixé en début d'année. En effet, après un premier trimestre dans la lignée des résultats de la fin de 2015 (+ 0,6 %), les résultats des trimestres suivants ont été plus modestes (- 0,1 % et + 0,2 %). L'acquis de croissance pour 2016 après le troisième trimestre n'est par conséquent que de 1,1 % et la hausse de 0,4 % attendue pour le quatrième trimestre porterait la croissance annuelle à tout juste + 1,2 %. Ce résultat est d'autant plus décevant que de nombreux facteurs extérieurs restent positifs (politique monétaire accommodante, faiblesse de l'euro face au dollar, etc.). Néanmoins, tout aussi limitée qu'elle soit, l'activité de ces derniers mois a suffi pour que le pays continue à créer des emplois. De même, bien qu'il reste très élevé (9,7 % en France métropolitaine au troisième trimestre 2016), le taux de chômage s'est infléchi de 0,4 point sur un an.

LA CROISSANCE FRANÇAISE DE NOUVEAU HESITANTE DEPUIS LE PRINTEMPS DERNIER

PIB français

Evolutions trimestrielles et annuelles (en %)



Note : la donnée pour 2016 correspond à l'acquis de croissance après le 3e trim. 2016.

Source : Insee (données arrêtées au 29 novembre 2016)

L'ACCELERATION ATTENDUE DE LA CROISSANCE FRANÇAISE N'A PAS EU LIEU

Après avoir montré des signes de renforcement fin 2015 ainsi qu'au premier trimestre 2016, la croissance hexagonale s'est de nouveau tarie à partir du printemps dernier. Ainsi, les hausses de PIB de 0,4 % au troisième et au quatrième trimestre 2015 avaient contribué à mener la croissance annuelle au-delà de + 1,0 % pour la première fois depuis 2011. Même si ce rebond était essentiellement favorisé par des facteurs extérieurs favorables (faiblesse du prix du pétrole, repli de l'euro et politique monétaire accommodante), le premier trimestre 2016 est resté dans la même dynamique et est ressorti à + 0,6 % ; l'acquis de croissance pour 2016[1] s'élevait alors déjà à + 1,1 %.

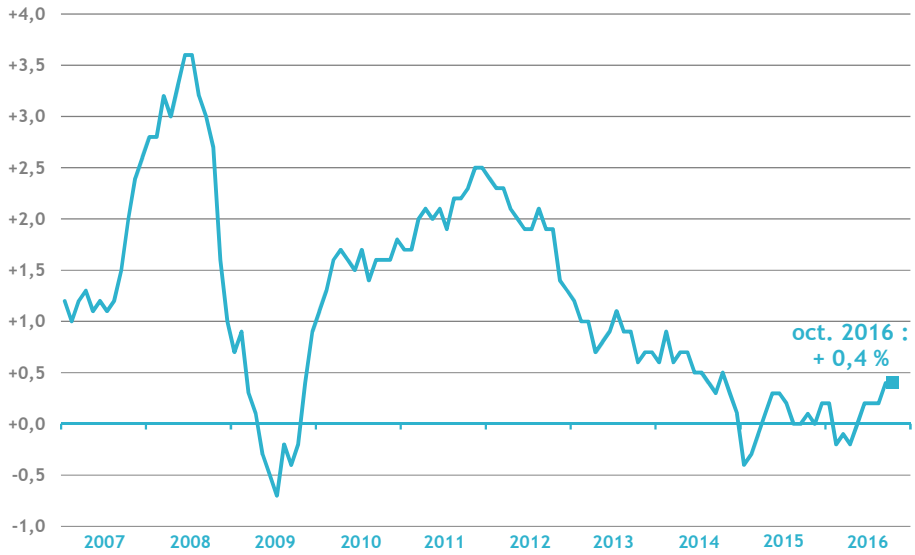
Cependant, **l'économie hexagonale a ensuite calé au deuxième trimestre (- 0,1 %)** ; en effet, la production manufacturière, notamment, a décroché du fait, d'une part, des mouvements sociaux dans les raffineries et, d'autre part, des inondations. **La croissance a ensuite à peine rebondi au troisième trimestre (+ 0,2 %)**. Par conséquent, l'acquis de croissance après le troisième trimestre n'est toujours que de + 1,1 % et l'objectif de + 1,5 % sur l'ensemble de 2016 est désormais inaccessible ; en l'occurrence, la croissance de + 0,4 % attendue pour le quatrième trimestre 2016 par l'Insee et la Banque de France porterait la croissance annuelle à tout juste + 1,2 %, soit le même niveau qu'en 2015. ■

[1] *Acquis de croissance pour 2016 : la croissance enregistrée pour l'année 2016 si le niveau du PIB des deuxième, troisième et quatrième trimestres avait été égal à celui du premier trimestre.*

Parallèlement, **l'inflation reste faible mais remonte peu à peu**. Ainsi, toujours loin de l'objectif de 2,0 % fixé par la BCE, elle a atteint + 0,4 % en octobre 2016 alors qu'elle était négative de février à avril derniers ; la première estimation pour le mois de novembre avance un niveau encore supérieur (+ 0,5 %). Ce rebond est notamment lié à l'**évolution des prix des produits pétroliers** ; ceux-ci ont crû de 1,8 % sur un an en octobre et tirent désormais l'indice des prix vers le haut. Par ailleurs, le faible niveau de l'euro qui renchérit les importations et la politique monétaire de la BCE devraient également contribuer à faire remonter l'inflation même si l'inflation sous-jacente ne s'est inscrite qu'à + 0,5 % en octobre. Quoi qu'il en soit, cette hausse limitée des prix à la consommation reste un facteur positif pour le pouvoir d'achat des ménages. ■

Inflation en France

Glissements annuels (en %)



Source : Insee

Malgré ce contexte d'inflation faible, la consommation des ménages peine encore à jouer le rôle de moteur de la croissance française qu'elle a tenu sur la période 1997-2007. Surtout, après avoir épousé une trajectoire favorable pendant deux ans (de février 2014 à mars 2016), elle **a souffert au printemps dernier** : ainsi, son dernier point connu (octobre 2016) est inférieur à son niveau de mars dernier. Par ailleurs, la consommation des ménages n'a crû que de 2,9 % par rapport à son point haut d'avant-crise (août 2007). Cette faible augmentation sur plus de neuf ans est à comparer à la hausse de + 19,0 % entre janvier 2000 et août 2007. Cependant, même si, comme pour le PIB, les variations trimestrielles ont été décevantes ces derniers mois (0,0 % au deuxième et au troisième trimestres après + 1,1 % au premier trimestre de l'année), **les dépenses de consommation des ménages devraient ressortir à + 1,5 %** sur l'ensemble de 2016 (soit une variation de même ampleur qu'en 2015). ■

Parallèlement, **l'investissement a désormais une contribution positive à la croissance française mais sa dynamique reste poussive**. Ainsi, après un début d'année bien orienté (+ 1,2 % au premier trimestre 2016), le niveau des investissements a peu évolué par la suite : stabilité au deuxième trimestre et seulement + 0,2 % au troisième. Sur l'ensemble de l'année 2016, il devrait croître au final d'environ 2,5 %, après + 0,9 % en 2015 et – 0,4 % en 2014. Les investissements des entreprises devraient notamment avoir augmenté tandis que l'investissement public devrait ressortir en hausse sur l'ensemble de l'année après deux exercices nettement baissiers (- 3,9 % en 2015 et – 5,8 % en 2014). ■

Malgré la faiblesse de l'euro vis-à-vis du dollar, le commerce extérieur continue quant à lui à avoir une contribution négative à la croissance du PIB français en 2016. La dynamique du commerce extérieur a notamment été décevante au premier et au troisième trimestres. Dans ce contexte, **le déficit commercial français** qui s'était progressivement réduit entre 2011 et 2015 **est reparti à la hausse au cours des premiers mois de 2016** ; ainsi, le solde commercial sur les douze derniers mois écoulés à fin septembre 2016 s'est élevé à - 48,7 milliards d'euros (données FAB/FAB), soit un déficit supérieur de 3,3 milliards à celui de l'année calendaire 2015. Il reste toutefois bien moins conséquent que le « record » de - 74,5 milliards d'euros de 2011. ■

L'EMPLOI SALARIE AUGMENTE DEPUIS SIX TRIMESTRES…

(source : Insee)

PRES DE 210 000 CREATIONS NETTES D'EMPLOIS DEPUIS DEBUT 2015

Le marché de l'emploi se redresse en France métropolitaine depuis le printemps 2015. Ainsi, au troisième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand a augmenté pour la sixième fois consécutive : + 52 200 postes par rapport au trimestre précédent, soit **la hausse la plus conséquente depuis début 2008**. Le total de créations nettes d'emplois depuis le deuxième trimestre 2015 s'élève à 208 800, ce qui a permis à l'économie hexagonale d'approcher le nombre d'emplois enregistré au printemps 2011 qui constitue toujours un plus haut depuis la récession de 2008-2009 (16 067 000 au troisième trimestre 2016 contre 16 082 100 au deuxième trimestre 2011). Toutefois, **il manque encore 370 600 postes pour retrouver le niveau de début 2008** ; par ailleurs, malgré cette amélioration observée pour le total de l'emploi salarié, les évolutions restent délicates pour certains secteurs ; l'emploi dans la construction s'est notamment tout juste stabilisé au troisième trimestre 2016 et l'industrie continue à voir ses effectifs se réduire. ■

… MAIS LE TAUX DE CHOMAGE RESTE ELEVE

Taux de chômage au sens du BIT

Données cvs, en moyenne trimestrielle en France métropolitaine

	Hommes				Femmes				Total			
Tranche d'âge	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total	15 à 24 ans	25 à 49 ans	50 ans ou plus	Total
« Point bas » de 2007-2008	16,8 % (T1-2008)	5,4 % (T2-2008)	4,1 % (T3-2008)	6,6 % (T2-2008)	17,2 % (T1-2008)	6,7 % (T1-2008)	3,8 % (T1-2008)	7,1 % (T1-2008)	17,0 % (T1-2008)	6,2 % (T2-2008)	4,1 % (T1-2008)	6,8 % (T1-2008)
Taux de chômage au 3er trim. 2016	25,0 %	8,4 %	7,5 %	9,7 %	25,3 %	9,0 %	6,6 %	9,7 %	25,1 %	8,7 %	7,0 %	9,7 %
Evolutions par rapport au « point bas »	+ 8,2 pts (T1-2008)	+ 3,0 pts (T2-2008)	+ 3,4 pts (T3-2008)	+ 3,1 pts (T2-2008)	+ 8,1 pts (T1-2008)	+ 2,3 pts (T1-2008)	+ 2,8 pts (T1-2008)	+ 2,6 pts (T1-2008)	+ 8,1 pts (T1-2008)	+ 2,5 pts (T2-2008)	+ 2,9 pts (T1-2008)	+ 2,9 pts (T1-2008)
Evolutions sur un an	- 0,5 pt	- 1,3 pt	- 0,3 pt	- 1,0 pt	+ 2,5 pts	- 0,2 pt	+ 0,4 pt	+ 0,2 pt	+ 0,8 pt	- 0,8 pt	=	- 0,4 pt

Source : Insee (taux du 3e trim. 2016 encore provisoires)

LABORIEUSE DIMINUTION DU TAUX DE CHOMAGE EN FRANCE

Après avoir atteint jusqu'à 10,1 % fin 2014 et mi-2015, le taux de chômage en France métropolitaine a amorcé un mouvement de baisse à partir du quatrième trimestre 2015 et est repassé sous le seuil des 10,0 % ; il est même redescendu à 9,6 % au printemps dernier. Toutefois, même si la tendance baissière n'est pas remise en cause, la réduction du taux de chômage hexagonale est laborieuse et **le taux est remonté de 0,1 point au troisième trimestre 2016 pour se fixer à 9,7 %**. Surtout, il reste très élevé, ce niveau de 9,7 % restant comparable aux valeurs enregistrées de l'été 1998 au printemps 1999. Par ailleurs, l'augmentation depuis le point bas du premier trimestre 2008 reste conséquente (+ 2,9 points). Ainsi, même si la croissance actuelle, tout aussi limitée soit elle, a permis de stimuler le marché du travail, il faudra de longs mois et années pour que la hausse du nombre de demandeurs d'emploi depuis 2008 soit effacée et pour que le taux de chômage retrouve ses niveaux d'avant-crise. ■

PERSPECTIVES : LA CROISSANCE 2017 INFERIEURE A CELLE DE 2016 ?

LE TAUX DE CHOMAGE SOUS LES 10,0 %

Alors qu'elle était attendue à + 1,5 % en 2016, **la croissance en France devrait être cantonnée à + 1,2 %**. Elle devrait, par conséquent, rester non seulement inférieure à celle de l'Allemagne (hausse de 1,8 % attendue de l'autre côté du Rhin) mais aussi à la moyenne de la zone euro (+ 1,6 %). Qui plus est, l'activité de 2017 ne s'annonce pas plus dynamique en France et la croissance pourrait même être encore inférieure. Même faibles, ces niveaux de croissance suffisent toutefois à stimuler la création d'emplois et le taux de chômage devrait terminer l'année 2016 sous les 10,0 % malgré sa légère remontée au troisième trimestre. ■

Partie 3 - l'activité économique et l'emploi en Ile-de-France

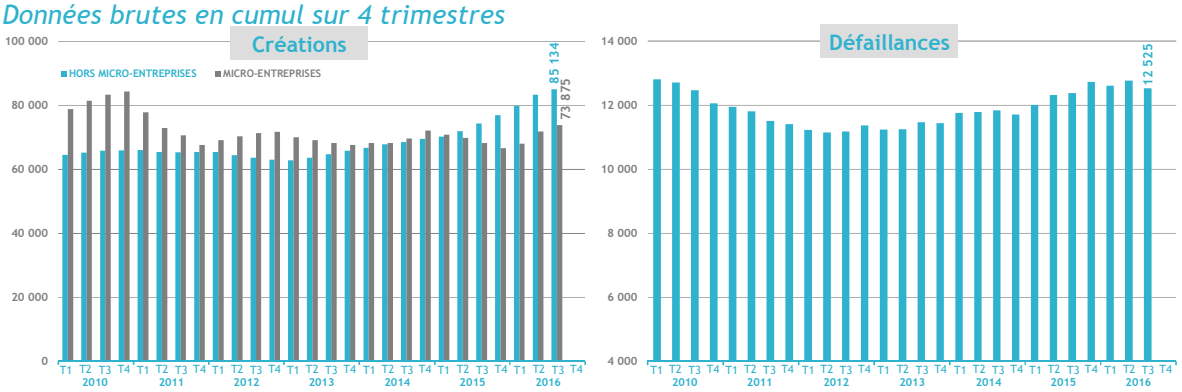
Même si l'activité paraît -à certains égards- mieux orientée en Ile-de-France que dans d'autres régions françaises, le redressement de l'économie francilienne est aussi laborieux qu'au niveau national. En effet, le manque de confiance et l'attentisme prévalent toujours : les chefs d'entreprise franciliens de l'ensemble des secteurs hésitent donc à ré-investir ou à embaucher. En effet, l'activité manque toujours de dynamisme et certaines difficultés perdurent ; le nombre de défaillances d'entreprises toujours élevé en Ile-de-France (il est équivalent aux points hauts d'après la récession de 2008-2009) reflète cette morosité persistante. Qui plus est, les conséquences des évènements tragiques de novembre 2015 se prolongent et fragilisent particulièrement l'activité des secteurs liés au tourisme : les hôtels de la région accusent un déficit de plus de 6,5 millions de nuitées depuis novembre 2015. Malgré tout, des améliorations ont été enregistrées sur le marché du travail : la région continue ainsi à créer des emplois et le taux de chômage francilien (8,5 % au deuxième trimestre 2016) s'est réduit de 0,5 point depuis mi-2015.

DEMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

(sources : Insee Ile-de-France et Banque de France)

Créations et défaillances d'entreprises en Ile-de-France

Données brutes en cumul sur 4 trimestres



Sources : Insee Ile-de-France et Banque de France

LE NOMBRE DE CREATIONS D'ENTREPRISES TOUJOURS EN HAUSSE

Le nombre total de créations est resté favorablement orienté en Ile-de-France au cours des trois premiers trimestres de 2016. Cette dynamique positive est pour partie liée aux créations d'entreprises « classiques » (c'est-à-dire hors « micro-entreprises[2] »). En effet, dans la continuité du mouvement observé depuis mi-2013, **les créations « classiques » ont enregistré des hausses à deux chiffres depuis le début de l'année** : + 14,7 % en glissement annuel au premier trimestre, + 18,8 % au deuxième, puis + 10,1 % au troisième ; ainsi, 63 980 créations « classiques » ont déjà été enregistrées dans la région lors des neuf premiers mois de 2016, soit 14,6 % de plus que lors de la même période de 2015.

Cependant, les créations « classiques » n'ont pas été seules à tirer le nombre total de créations d'entreprises vers le haut. En effet, contrairement aux résultats observés en 2015 (- 7,7 % sur l'ensemble de l'année par rapport à 2014), **le nombre de créations de micro-entreprises en Ile-de-France est orienté à la hausse en 2016**. Ainsi, les créations effectuées dans le cadre de ce régime ont enregistré des augmentations en glissement annuel comprises entre + 8,0 % et + 24,6 % au cours des trois premiers trimestres de 2016. Par conséquent, leur nombre sur les neuf premiers mois de 2016 (55 456) est supérieur de 15,0 % à celui de la même période de 2015.

Au plan national, la tendance est également haussière mais moins franche (+ 6,7 % sur les neuf premiers mois de 2016). En l'occurrence, l'augmentation des créations « classiques » (+ 11,8 %) est atténuée par la stagnation des créations de micro-entreprises (- 0,0 %).

[2] *Le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui de la micro-entreprise à partir du 1er janvier 2015.*

LE NOMBRE ACTUEL DE DEFAILLANCES EN ILE-DE-FRANCE TOUJOURS ELEVE ET PROCHE DE CELUI DE 2009

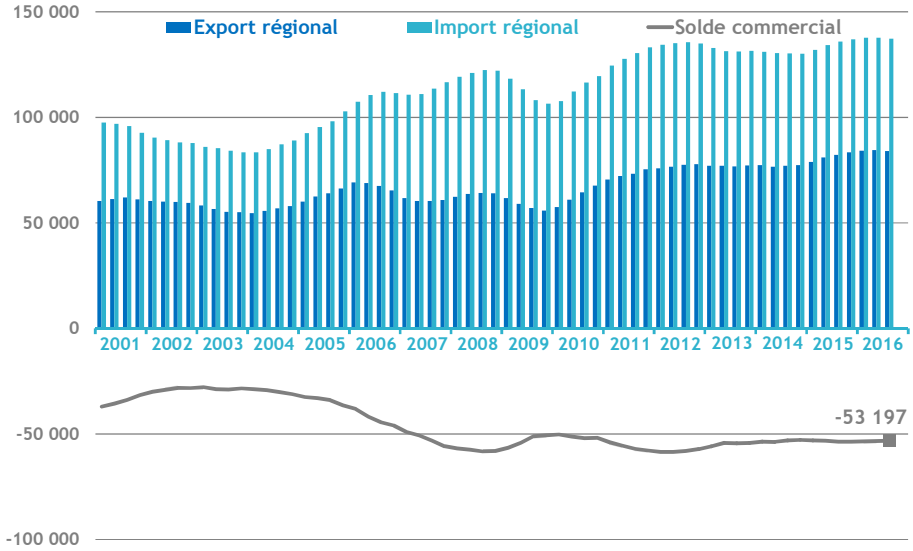
Globalement orienté à la hausse depuis le second semestre 2013, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France s'est à peine infléchi début 2016. Ainsi, les défaillances d'entreprises dans la région se sont certes repliées de 3,3 % sur un an au premier trimestre 2016 et, plus significativement, de 9,4 % au troisième trimestre mais, entre-temps, une nouvelle augmentation de 4,9 % a été enregistrée au deuxième trimestre. Au final, **sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2016, le nombre des défaillances s'est réduit de 2,1 % comparativement au total de la même période de 2015**. Si un point d'inflexion semble se dessiner, le cumul des défaillances d'entreprises dans la région sur les douze derniers mois (12 525) n'en reste pas moins très proche des points hauts enregistrés au lendemain de la récession de 2008-2009 (12 736 en 2009). Ce niveau élevé peut toutefois être relativisé compte tenu du volume important de créations d'entreprises ces dernières années ; de plus, le volume des faillites en Ile-de-France est resté inférieur à ses points hauts de 1993 et 1997, ce qui n'est pas le cas au niveau national. L'Ile-de-France semble malgré tout à la traîne du reste du pays puisque **le nombre de défaillances en France métropolitaine s'est infléchi de 7,7 % depuis le début de 2006**. Au plan local, certains départements franciliens ont plus souffert que d'autres ces derniers mois : ainsi, les défaillances d'entreprises ont continué à croître au cours des neuf premiers mois de 2016 en Seine-Saint-Denis (+ 5,2 %) et en Seine-et-Marne (+ 2,4 %). *A contrario*, les baisses ont été assez nettes dans le Val-d'Oise (- 14,4 %) et dans les Hauts-de-Seine (- 9,9 %). ■

COMMERCE EXTERIEUR

(source : Direction générale des douanes et droits indirects)

Evolution des échanges commerciaux franciliens

Données brutes CAF/FAB[3] en cumul sur 4 trim. hors matériel militaire, en millions d'€



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

RALENTISSEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCILIENS

Après avoir été orientés à la hausse en 2015 et début 2016, **les échanges commerciaux de la région Ile-de-France ont subi un nouveau ralentissement depuis le milieu de l'année** ; cette décélération a été observée à la fois pour les exportations et pour les importations. Ainsi, au troisième trimestre 2016, le niveau des exportations franciliennes s'est contracté de 2,2 % par rapport au même trimestre de 2015 tandis que, dans le même temps, les importations ont reculé de 1,9 %. Ce ralentissement des échanges a permis une légère réduction du déficit commercial régional : celui-ci s'est établi à 53,2 milliards d'euros sur les douze derniers mois écoulés (i.e. d'octobre 2015 à septembre 2016), soit - 0,8 % comparativement au déficit enregistré en 2015.

[3] *Coût, Assurances et Fret / Franco A Bord. Méthode qui consiste à considérer les importations « Coûts, Assurance et Fret » compris et les exportations « Franco A Bord ».*

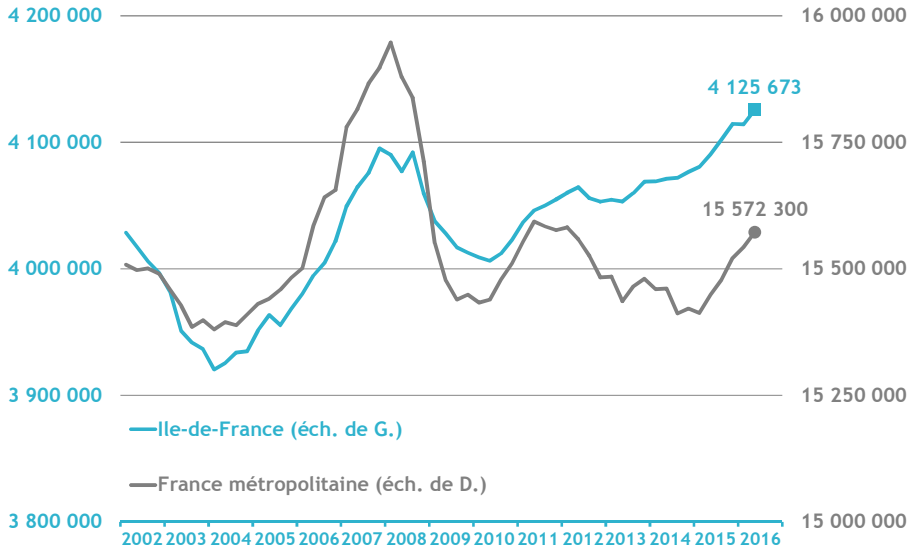
La **faiblesse de l'euro face au dollar** (la devise unique est passée sous 1,06 $ fin novembre alors qu'elle atteignait environ 1,39 $ au printemps 2014) n'est donc pas suffisante pour stimuler les exportations franciliennes hors zone euro et permettre une réduction significative du déficit commercial de la région. L'effet est d'autant plus été limité, qu'en contrepartie, cette baisse de l'euro a renchéri les prix du pétrole traditionnellement libellés en dollar et a augmenté la facture énergétique. ■

EMPLOI SALARIE

(source : Insee Ile-de-France)

Evolution de l'emploi salarié marchand en Ile-de-France

Données cvs



Source : Insee Ile-de-France

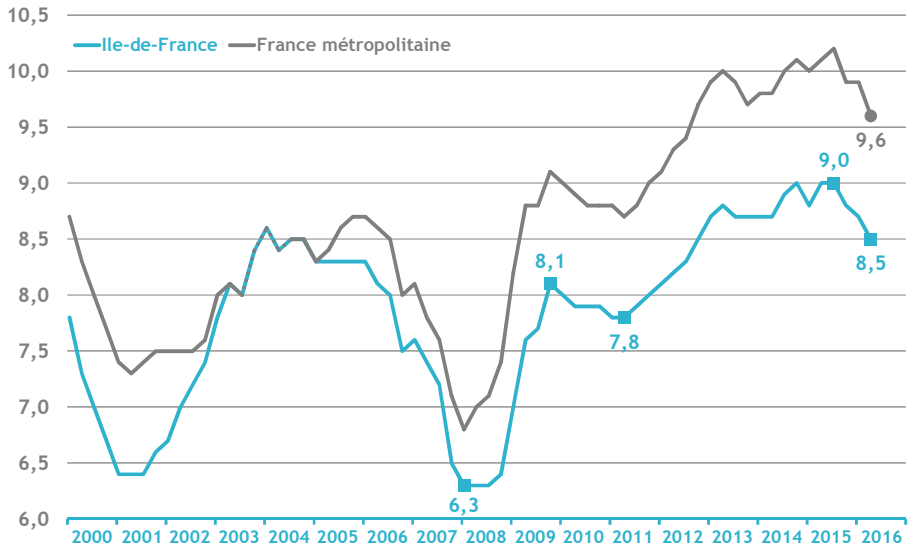
11 000 EMPLOIS SALARIES SUPPLEMENTAIRES EN ILE-DE-FRANCE AU PREMIER SEMESTRE

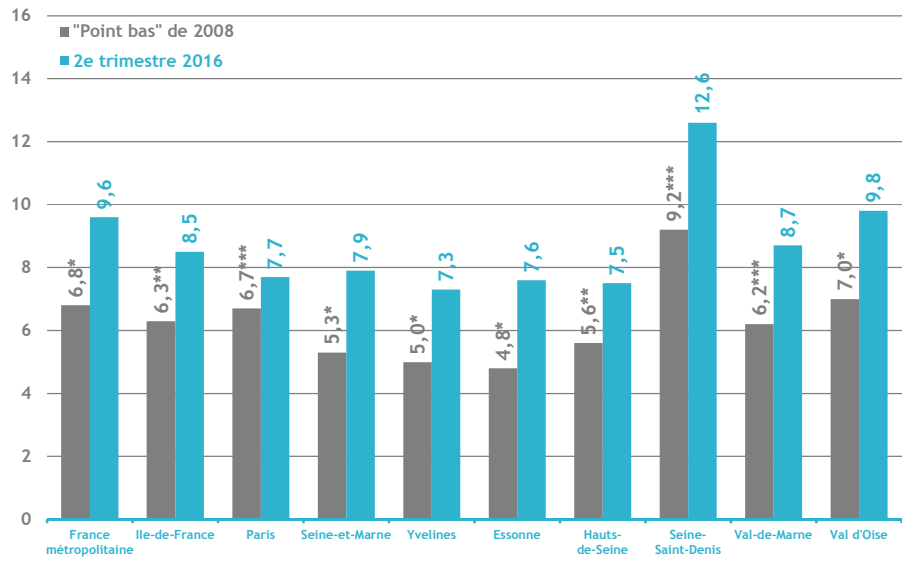
Après avoir été déjà bien orienté en 2015 (38 033 postes supplémentaires entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2015, soit + 0,9 %), **l'emploi salarié francilien a continué à évoluer favorablement début 2016**. Ainsi, malgré une pause au premier trimestre (- 367 emplois), l'emploi salarié a crû de 11 025 unités en Ile-de-France sur les six premiers mois de 2016 (soit + 0,3 % par rapport à fin 2015). Son niveau est désormais supérieur de 0,7 % à son point haut d'avant la récession de 2008-2009. L'emploi est resté mieux orienté en Ile-de-France que sur l'ensemble de la France métropolitaine ; en effet, l'emploi au niveau national s'est certes redressé depuis le printemps 2015 mais le déficit à combler par rapport à début 2008 y atteignait encore 2,4 % au deuxième trimestre 2016.

Toutefois, la tendance favorable observée en Ile-de-France ne reflète pas l'hétérogénéité des évolutions au plan sectoriel. En effet, **le total est essentiellement tiré vers le haut par l'emploi tertiaire** (+ 0,3 % sur un trimestre au deuxième trimestre 2016 et + 0,9 % sur un an). *A contrario*, le secteur industriel francilien a de nouveau perdu des emplois au printemps 2016 (- 0,2 % sur un trimestre et – 1,5 % sur un an). Parallèlement, après avoir vu disparaître plus de 8 900 unités entre le quatrième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2015 (soit 3,3 % des effectifs du secteur dans la région), **l'emploi salarié dans la construction s'est quasiment stabilisé depuis fin 2015** (- 0,1 % sur un trimestre au deuxième trimestre 2016). ■

TAUX DE CHOMAGE
(source : Insee Ile-de-France)

Evolution du taux de chômage francilien
Données cvs, en moyenne trimestrielle (en %)





Note : la série « point bas » correspond au taux de chômage observé avant la récession de 2008-2009 :
*« * » correspond à un retournement au 1er trim. 2008 (France métropolitaine, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne et Val-d'Oise) ;*
*« ** » correspond à un retournement au 3e trim. 2008 (Ile-de-France et Hauts-de-Seine) ;*
*« *** » correspond à un retournement au 4e trim. 2008 (Paris, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).*

Source : Insee (données provisoires pour le 2e trimestre 2016)

LE TAUX DE CHOMAGE FRANCILIEN S'EST REDUIT DE 0,5 POINT DEPUIS L'ETE 2015

Après avoir atteint jusqu'à 9,0 % au quatrième trimestre 2014 ainsi qu'au printemps et à l'été 2015 (soit son niveau le plus élevé depuis début 1998), le taux de chômage francilien a amorcé un mouvement de repli à partir de la seconde moitié de 2015. Cette inflexion n'est pas la première depuis la récession de 2008-2009 (- 0,3 point notamment de début 2010 à mi-2011) mais c'est la plus marquée ; en effet, en se fixant à **8,5 % au deuxième trimestre 2016**, le taux de chômage dans la région s'est réduit de 0,5 point en moins d'un an. Néanmoins, il reste très élevé : il est ainsi toujours supérieur de 2,2 points à son point bas d'avant-crise (6,3 % début 2008). Cette augmentation depuis 2008 est certes moins conséquente en Ile-de-France qu'au niveau national (+ 2,8 points depuis le premier trimestre 2008) mais l'effacer prendra encore de très longs mois. Cette réduction risque d'être d'autant plus laborieuse que, si elles ne sont pas encore disponibles au niveau régional, les données du troisième trimestre 2016 au plan national (+ 0,1 point) ont montré que **le mouvement de baisse reste hésitant**.

Au plan local, les premiers mois de 2016 ont également correspondu à une période d'inflexion dans les huit départements franciliens. Ainsi, au deuxième trimestre 2016, l'ampleur des baisses du taux de chômage a été comprise entre 0,1 point (en Essonne et dans les Yvelines) et 0,4 point (en Seine-Saint-Denis) ; de manière plus significative, **depuis le dernier point haut de l'été 2015, les diminutions du taux de chômage s'échelonnent désormais de 0,3 point en Essonne et dans les Yvelines à 0,8 point en Seine-Saint-Denis**. Les niveaux n'en restent pas moins très élevés : le taux de chômage dépasse notamment encore nettement les 10,0 % en Seine-Saint-Denis (12,6 % au deuxième trimestre 2016) et est tout juste inférieur à ce seuil dans le Val-d'Oise (9,8 %). Surtout, **l'ampleur de l'augmentation du taux de chômage depuis la récession de 2008-2009 reste considérable** : en effet, même si c'est la moins conséquente, la hausse du taux de chômage à Paris depuis le point de retournement en 2008, s'élève à 1,0 point ; surtout, l'augmentation en Seine-Saint-Denis, bien qu'elle se soit réduite, atteint encore 3,4 points ;. Quant au taux de chômage dans les Yvelines, bien qu'il demeure le moins élevé de la région (7,3 % au deuxième trimestre 2016), il accuse encore un surplus de 2,3 points depuis le premier trimestre 2008 et peine à s'infléchir. ■

DEMANDE D'EMPLOI

(source : Direccte Ile-de-France)

Nombre de demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2016

Données cvs

	Catégorie A	Variations sur un mois	Variations sur un an	Catégories A+B+C	Variations sur un mois	Variations sur un an
Paris	132 840	*- 0,4 %*	*- 1,3 %*	200 720	*- 0,5 %*	*+ 0,2 %*
Seine-et-Marne	65 480	*- 2,2 %*	*- 1,5 %*	97 700	*- 0,8 %*	*+ 1,3 %*
Yvelines	64 320	*- 2,2 %*	*+ 0,7 %*	93 660	*- 1,0 %*	*+ 3,2 %*
Essonne	58 010	*- 2,7 %*	*- 0,4 %*	86 490	*- 1,1 %*	*+ 2,0 %*
Hauts-de-Seine	79 430	*- 1,6 %*	*- 2,8 %*	113 270	*- 0,7 %*	*- 0,6 %*
Seine-Saint-Denis	119 410	*- 2,0 %*	*- 1,1 %*	165 270	*- 0,6 %*	*+ 0,7 %*
Val-de-Marne	75 020	*- 1,7 %*	*- 1,1 %*	106 190	*- 0,8 %*	*+ 1,0 %*
Val-d'Oise	71 430	*- 2,2 %*	*- 1,4 %*	101 680	*- 1,0 %*	*+ 0,7 %*
Ile-de-France	665 940	***- 1,7 %***	***- 1,2 %***	964 980	***- 0,8 %***	***+ 0,9 %***
France métropolitaine	3 490 500	***- 1,9 %***	***- 1,7 %***	5 480 200	***- 0,7 %***	***+ 1,0 %***

Source : Direccte Ile-de-France

LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE PEINE A SE REDUIRE

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens n'ayant eu aucune activité (catégorie A[4]) a commencé à s'infléchir début 2016. Néanmoins, les évolutions sont hésitantes et **le mouvement de baisse peine à s'amplifier et à se confirmer**. Ainsi, de décembre 2015 à septembre dernier, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est réduit de seulement 13 860 unités, soit – 2,0 %. Par conséquent, malgré son début de diminution, ce nombre reste très important puisqu'il s'élevait encore à près de 666 000 en septembre 2016 ; les demandeurs d'emploi en Ile-de-France sont donc près de **278 000 de plus qu'avant-crise** (soit + 71,5 % par rapport à mai 2008). En tout état de cause, les évolutions récentes sont relativement proches en Ile-de-France et en France métropolitaine (- 1,7 % contre - 1,9 % sur un mois en catégorie A en septembre), le repli sur un an étant cependant plus marqué au niveau national (- 1,7 %) que dans la région (- 1,2 %). Au plan local, il est, par ailleurs, à souligner que le mouvement haussier s'est certes interrompu sur un mois dans les Yvelines (- 2,2 %) mais pas sur un an (+ 0,7 %).

Autre remarque importante : si le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France peine à se réduire, **l'inflexion est encore moins évidente pour la catégorie A+B+C** (+ 0,9 % sur un an sur l'ensemble de l'Ile-de-France), les Hauts-de-Seine étant le seul département francilien à avoir bénéficié d'un repli (- 0,6 % sur un an). ■

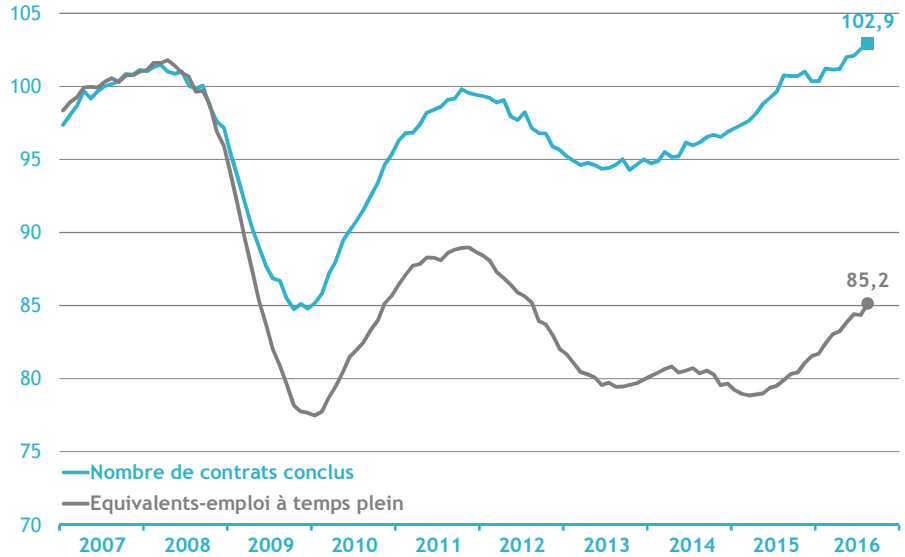
[4] ***Catégorie A*** *: demandeurs d'emploi sans aucune activité ;* ***catégorie B*** *: demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;* ***catégorie C*** *: demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois).*

ACTIVITE INTERIMAIRE

(source : Dares)

Activité intérimaire en Ile-de-France

moyenne sur les 12 derniers mois, base 100 en 2008



Source : Dares (dernières données disponibles : août 2016)

L'ACTIVITE INTERIMAIRE CONTINUE A AUGMENTER MAIS GENERE TOUJOURS PEU D'ETP

Plus de 262 800 contrats d'intérim ont été conclus en moyenne chaque mois en Ile-de-France au cours de la période allant de septembre 2015 à août 2016. Ce niveau dépasse désormais ceux relevés avant-crise (quelque 259 200 contrats en moyenne entre avril 2007 et mars 2008 notamment). Cependant, ce résultat doit être relativisé car ces contrats d'intérim génèrent peu d'équivalents-emploi à temps plein (ETP) dans la région ; ainsi, l'emploi intérimaire a représenté environ **88 600 ETP en moyenne sur les douze derniers mois écoulés à fin août 2016**, soit 4,3 % de moins que le dernier point haut de novembre 2011 et **16,4 % de moins qu'au printemps 2008**. Même si la tendance du nombre d'ETP est haussière depuis le printemps 2015 (+ 8,0 %), ce rebond de l'emploi intérimaire n'est pas encore suffisamment conséquent pour laisser espérer une accélération de l'amélioration du marché du travail à court terme. ■

TAUX DE TENSION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

(source : Direccte Ile-de-France)

LE TAUX DE TENSION A CRU POUR PLUS DE TROIS METIERS SUR QUATRE

Tous métiers confondus, le taux de tension[5] sur le marché du travail francilien a peu évolué au premier trimestre 2016. Le ratio régional « offres sur demandes » s'est ainsi établi à 0,47[6], soit - 0,01 point par rapport au trimestre précédent et + 0,04 point sur un an. Cette légère hausse en glissement annuel s'explique principalement par la poursuite de l'**accroissement du nombre d'offres d'emploi** déposées à Pôle emploi (+ 8,9 % au premier trimestre 2016 par rapport au premier trimestre 2015) ; Dans le même temps, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi s'est modérée. Plus précisément, les tensions se sont renforcées sur un an pour plus de trois quarts des métiers. Qui plus est, **certaines familles professionnelles continuent d'afficher un taux de tension supérieur à 1,0** ; les offres sont notamment plus nombreuses que les demandes d'emploi pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (1,69 au premier trimestre 2016) mais aussi pour les ouvriers de l'électricité et de l'électronique (1,24) et pour les techniciens et agents de maîtrise du BTP. A l'inverse, le taux est inférieur à 1,0 pour les métiers d'infirmiers et de sages-femmes ; ces métiers font même figure d'exception dans la dynamique d'augmentation des tensions sur le marché du travail puisque le taux s'est réduit de 0,16 point (à 0,64). ■

[5] *Rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi.*
[6] *Pour 100 nouvelles demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi au cours de cette période, 47 offres d'emploi lui ont simultanément été confiées.*

ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE

(source : enquête d'opinion CCI Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

LES DIFFICULTES PERSISTENT POUR L'INDUSTRIE FRANCILIENNE

Selon l'enquête annuelle d'opinion de la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France réalisée en septembre dernier[7], les premiers mois de 2016 ont été marqués, une nouvelle fois, par un recul de l'activité pour une large part des entreprises de l'industrie francilienne : **les chefs d'entreprise de la région ont en effet été 37 % à constater une baisse de leur chiffre d'affaires**, soit une proportion équivalente à celle de 2015 (39 %). Dans le même temps, seuls 32 % d'entre eux ont enregistré une hausse. Pour les mois à venir, les industriels franciliens sont près de un sur deux (46 %) à anticiper une stabilité de leur activité tandis qu'ils sont aussi nombreux à attendre une hausse de leur chiffre d'affaires (26 %) qu'une baisse (25 %). Dans ce contexte, les dirigeants de PMI franciliennes ont été nombreux à déclarer une **stabilité de leurs investissements** (55 %) début 2016 ; surtout, ils ont été encore 29 % à les diminuer. La tendance pour les mois à venir est équivalente puisque seulement 18 % des dirigeants de la région prévoient d'augmenter leurs investissements tandis que 32 % pensent les réduire. Parallèlement, les industriels franciliens ont été une très large majorité (77 %) à avoir stabilisé leurs effectifs au cours des six mois ayant précédé l'enquête et 84 % d'entre eux prévoient de les maintenir dans les prochains mois. ■

ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE

(source : enquête d'opinion CCI Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

LE CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE TOUJOURS DANS LE ROUGE

Les commerçants franciliens n'ont pas observé d'amélioration de leur chiffre d'affaires lors des premiers mois de 2016… bien au contraire : ainsi, **48 % d'entre eux ont constaté un repli de leur activité** contre seulement 24 % qui ont observé une hausse. Comme c'est le cas depuis 2012, les difficultés du commerce de détail non alimentaire sont particulièrement importantes : 56 % des commerçants ont déclaré une baisse de chiffre d'affaires dans ce secteur, soit 2 points de plus qu'en 2015. Les prévisions des commerçants de la région pour les mois à venir sont hésitantes puisque **ceux qui redoutent une nouvelle dégradation de leur activité (30 %) sont quasiment aussi nombreux que ceux qui s'attendent à une amélioration (32 %)**. En termes d'investissements, les premiers mois de 2016 ont également été moroses : 36 % des chefs d'entreprise franciliens du secteur les ont diminués alors que seulement 15 % les ont augmentés. Pour les prochains mois, 18 % anticipent d'accroître leur niveau d'investissements et ils sont une majorité (51 %) à prévoir de le stabiliser. Côté emploi, comme dans l'industrie, la stabilité prévaut très largement dans le commerce : 78 % des commerçants franciliens ont maintenu leurs effectifs lors des premiers mois de 2016 et 81 % pensent le faire dans les prochains mois. ■

ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES

(source : enquête d'opinion CCI Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

UNE ACTIVITE A NOUVEAU MITIGEE DANS LES SERVICES

La tendance est restée orientée à la baisse dans le secteur des services franciliens lors des premiers mois de 2016. En effet, 37 % des chefs d'entreprise ont déclaré une diminution de leur chiffre d'affaires au cours de la période (soit une proportion équivalente à celle de 2015 : 36 %) tandis que, dans le même temps, 28 % ont constaté une hausse et 34 % une stabilisation. Les chefs d'entreprise du secteur se sont malgré tout montrés plus confiants pour les mois à venir ; ainsi, ceux prévoyant une augmentation de leur activité (34 %) ont été plus nombreux que ceux craignant une nouvelle diminution (24 %). En termes d'investissements, la proportion des responsables franciliens ayant décidé de les stabiliser ces derniers mois a été la plus importante (53 %) mais 30 % d'entre eux les ont diminués et 25 % prévoient de les diminuer encore dans les prochains mois. Parallèlement, **77 % des établissements de la région ont maintenu leurs effectifs début 2016** et cette tendance à la stabilité devrait perdurer : 79 % des chefs d'entreprise franciliens du secteur ont déclaré vouloir stabiliser leur nombre de salariés dans les prochains mois et seulement 14 % d'entre eux envisagent de procéder à des embauches. ■

---

[7] *Pour en savoir plus :*
« Pas de reprise pour les entreprises franciliennes »
www.cci-paris-idf.fr/sites/default/files/crocis/pdf/documents/enquete_de_conjoncture_2016.pdf

ANALYSE SECTORIELLE : CONSTRUCTION

(source : enquête d'opinion CCI Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

L'ACTIVITE A CONTINUE A SE DEGRADER DANS LA CONSTRUCTION DEBUT 2016

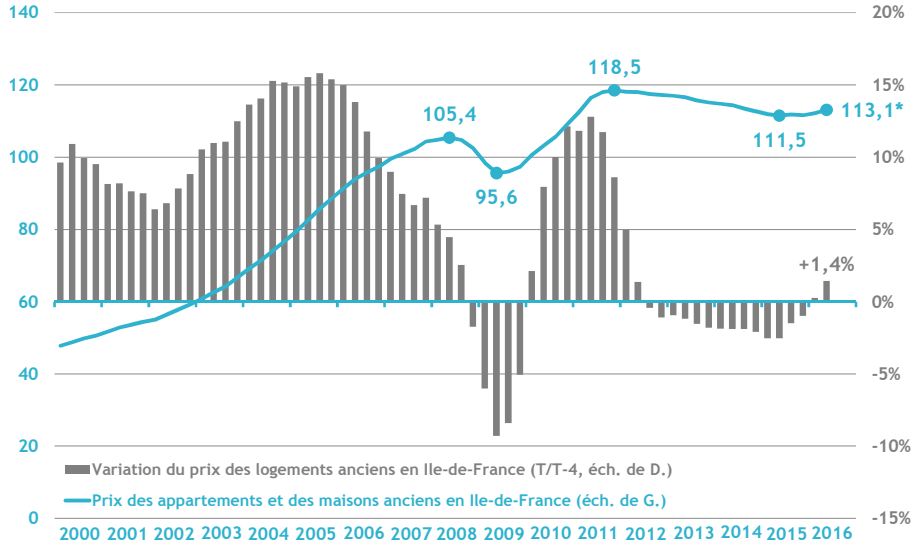
Les résultats de l'enquête indiquent que la dégradation de l'activité s'est poursuivie dans le secteur de la construction en Ile-de-France début 2016. ainsi, **44 % des dirigeants ont constaté un chiffre d'affaires en retrait au cours des premiers mois de l'année**, soit une proportion équivalente à celles de 2014 et de 2015. Néanmoins, les dirigeants franciliens du secteur sont **plus optimistes pour les mois à venir** : ils ont ainsi été 27 % à déclarer s'attendre à une hausse de leur activité future contre 24 % à redouter une nouvelle baisse. Parallèlement, le repli des investissements des entreprises franciliennes de la construction s'est prolongé : seuls 13 % des dirigeants ont augmenté leurs investissements tandis que 34 % les ont réduits. Pour les mois à venir, cette tendance pourrait légèrement s'atténuer, la part des chefs d'entreprise franciliens du secteur prévoyant de diminuer leurs investissements étant moins conséquente (26 %). Côté emploi, la tendance au cours des derniers mois a été à la stabilisation des effectifs pour 69 % des responsables franciliens de la construction interrogés ; ils ont malgré tout été 18 % à les réduire. Peu d'évolutions sont prévues dans les mois à venir puisque 74 % des chefs d'entreprise de la région anticipent une stabilisation du nombre de leurs salariés ; néanmoins, ceux prévoyant de les augmenter sont plus nombreux que ceux attendant une baisse. ■

ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT

(source : Indice Notaires/Insee)

Prix des logements anciens en Ile-de-France

Données cvs (base 100 au 1er trimestre 2010)



** : données provisoires pour le 2e trimestre 2016*

Source : Insee

LES PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS EN ILE-DE-FRANCE EN HAUSSE MODEREE

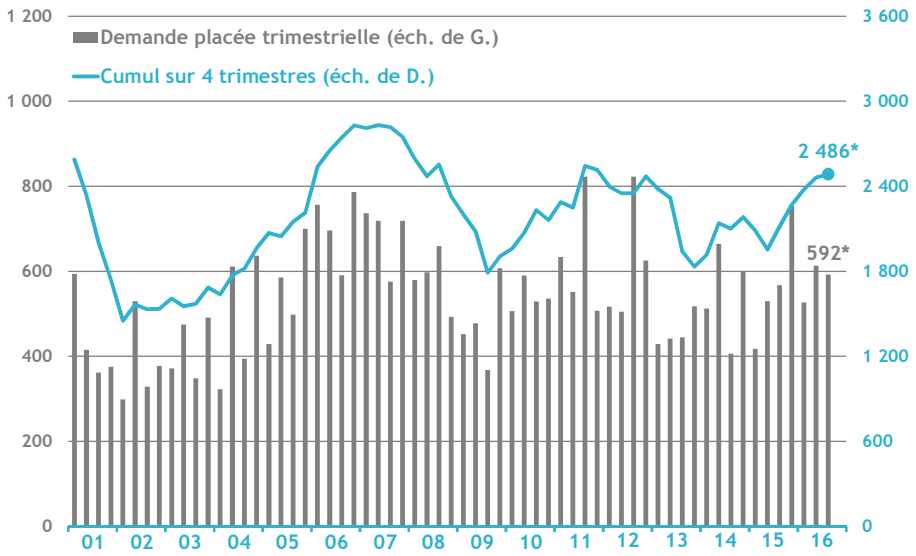
Après avoir subi une baisse certes légère mais continue entre le quatrième trimestre 2011 et le deuxième trimestre 2015 (- 5,9 % en cumulé sur cette période), **le prix des logements anciens est depuis reparti à la hausse**. Ce rebond reste toutefois modéré : + 0,8 % au troisième trimestre 2016 sur un trimestre et + 1,4 % sur un an. Par conséquent, les prix des logements anciens franciliens sont **encore inférieurs de 4,6 % à leur point haut de fin 2011** ; il est à noter que les prix des appartements (+ 1,6 % sur un an) augmentent plus rapidement que ceux des maisons (+ 1,2 %) et n'ont plus à combler qu'un écart de 3,9 % par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette évolution favorable en Ile-de-France devrait se prolonger tant que les taux des prêts immobiliers resteront attractifs ; ceux-ci ont atteint 1,33 % en moyenne en France en octobre mais pourraient justement repartir à la hausse dans les prochains mois. Par ailleurs, la tendance francilienne est très semblable à celle observée au niveau national : ainsi, après s'être réduits de 7,1 % de l'été 2011 au printemps 2015, les prix immobiliers en France sont également repartis à la hausse mais à un rythme moins rapide (+ 0,8 % sur un an). ■

ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX

(source : Immostat)

Demande placée de bureaux en Ile-de-France

Demande placée en milliers de m²



** : données provisoires pour le 3e trimestre 2016*

Source : Immostat

LA COMMERCIALISATION DE BUREAUX TOUJOURS FAVORABLEMENT ORIENTEE EN ILE-DE-FRANCE

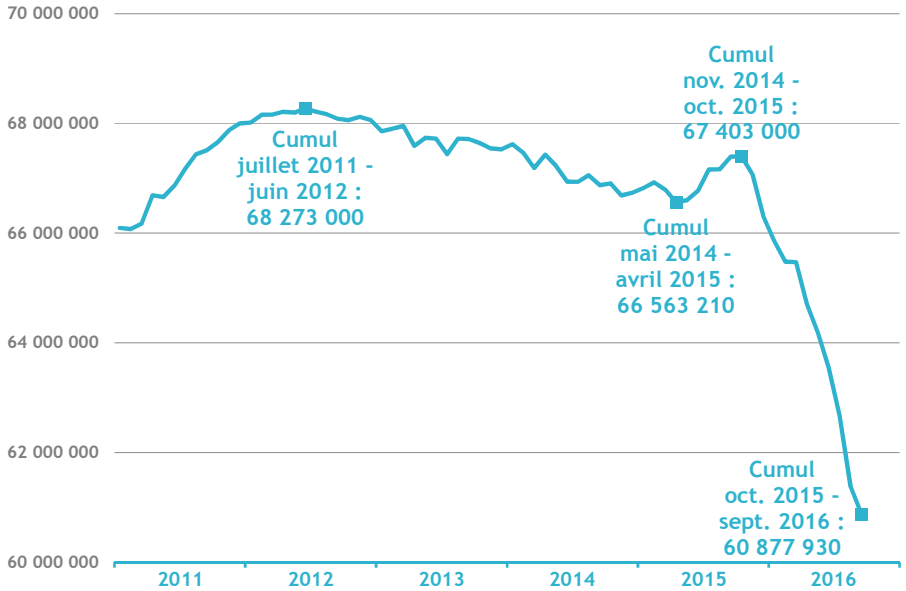
Dans la continuité des résultats de fin 2015, la demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée bien orientée lors des neuf premiers mois de 2016. Celle-ci a en effet franchi le cap des 500 000 m² au cours des six derniers trimestres (i.e. du deuxième trimestre 2015 au troisième trimestre 2016) ; le deuxième et le troisième trimestre 2016 sont même, l'un et l'autre, ressortis à quelque 600 000 m². Ainsi, **de janvier à septembre derniers**, le niveau des commercialisations dans la région s'est élevé à 1,7 million de mètres carrés, soit **14,3 % de mieux qu'au cours de la même période de 2015**. Ce résultat a été favorisé par plusieurs grandes transactions : prises à bail de 30 500 m² par Deloitte dans la tour Majunga et de 49 000 m² par Saint-Gobain dans la tour M2 au premier semestre à La Défense, acquisition par Altice de l'immeuble Qu4drans-Est (25 800 m²) dans le 15e arrondissement de Paris au printemps dernier, prise à bail de 36 000 m² par Sofinco dans Smart Gardens à Massy, location par la RATP de 32 500 m² dans l'Elyps à Fontenay-sous-Bois, etc. Grâce à cette bonne orientation, les commercialisations de bureaux en Ile-de-France ont dépassé les 2 millions de mètres carrés sur les douze derniers mois (2 485 900 m²). Ce niveau est **équivalent aux volumes de 2011 et de 2012** mais le cap des 2,5 millions de mètres carrés sur l'ensemble de l'année 2016 devrait malgré tout s'avérer inatteignable ; en effet, malgré la bonne tenue des commercialisations des grandes surfaces, de nombreux décideurs continuent à préférer renégocier leur bail plutôt que de déménager. ■

ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE

(sources : Insee Ile-de-France, CRT Ile-de-France, Aéroports de Paris)

Nombre de nuitées dans les hôtels d'Ile-de-France

Données brutes, en cumul sur 12 mois



NB : données provisoires pour septembre 2016

Source : Insee Ile-de-France

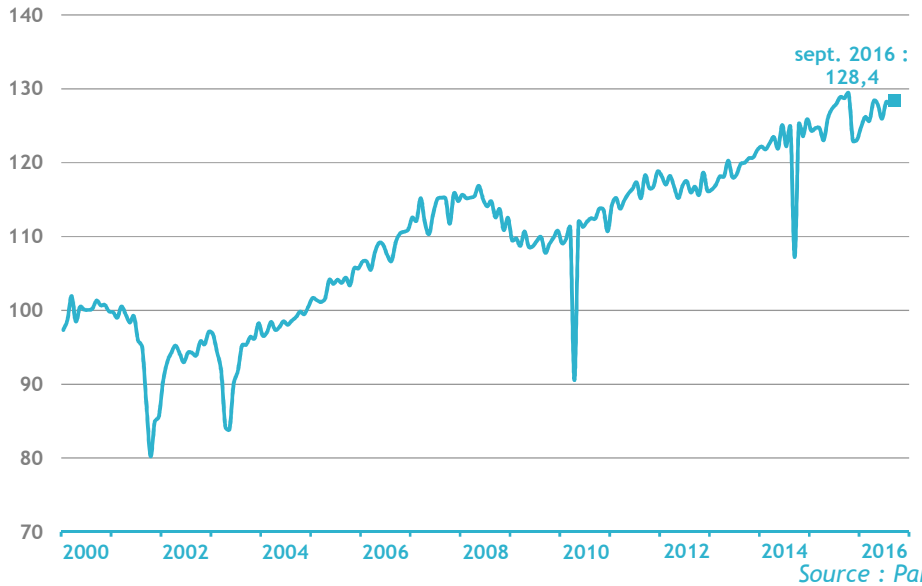
6,5 MILLIONS DE NUITEES PERDUES PAR LES HOTELS D'ILE-DE-FRANCE DEPUIS LES ATTENTATS DE NOVEMBRE 2015

Après avoir déjà montré des signes d'essoufflement entre mi-2012 et début 2015, la fréquentation dans les hôtels franciliens souffre depuis **les attentats du 13 novembre 2015**. En effet, depuis, les baisses du nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France s'enchaînent. Ainsi, après des replis déjà conséquents fin 2015 (- 6,9 % sur un an en novembre et - 14,3 % en décembre), le nombre de nuitées dans la région a continué à se réduire début 2016 : notamment - 10,0 % en janvier et – 13,4 % en avril. Plus récemment, malgré la tenue de l'Euro de football en juin et en juillet, **la saison estivale a été particulièrement morose** : de juin à septembre, les baisses ont été comprises entre 8,3 % et 20,5 %. Par conséquent, le nombre de nuitées hôtelières dans les hôtels franciliens en cumul sur douze mois est passé de 67,4 millions en octobre 2015 à seulement 60,9 millions en septembre dernier ; ainsi, **entre novembre 2015 et septembre 2016, l'hôtellerie francilienne a perdu 10,6 % de nuitées** par rapport à la même période un an plus tôt.

Cette diminution est en grande partie liée à la baisse de la fréquentation de la clientèle internationale (- 5,1 millions de nuitées sur un an entre novembre et septembre, soit – 14,4 %) mais le nombre de nuitées de la clientèle hexagonale s'est aussi nettement infléchi (- 1,5 million de nuitées, soit – 5,6 %). ■

Trafic passagers dans les aéroports

Données cvs (base 100 en 2000)



Source : Paris Aéroport

LE TRAFIC PASSAGERS DE PARIS AEROPORT PLAFONNE MAIS RESISTE

Globalement orienté à la hausse jusqu'en octobre 2015, le trafic passagers de Paris Aéroport a, comme l'hôtellerie et d'autres activités directement ou indirectement liées au tourisme, été affecté par les attentats de novembre 2015 (- 1,8 % et - 2,8 % en glissement annuel respectivement en novembre et en décembre). Certes, les baisses de fin 2015 ont été moins conséquentes que dans l'hôtellerie et des augmentations ont été enregistrées dès les premiers mois de 2016, mais le trafic passagers de Paris Aéroport a tendance à plafonner. En effet, après des hausses de, notamment, + 3,6 % en février et + 4,1 % et en avril, les variations se sont tassées et sont devenues plus hésitantes. Ainsi, **les augmentations (+ 1,4 % en mai et en juillet) et les baisses (- 1,7 % en juin et - 1,6 % en août) se sont succédées** au printemps et à l'été derniers. Malgré tout, le trafic de janvier à septembre 2016 est supérieur à celui de la même période de 2015 mais de seulement 0,9 % ; de même, en cumul sur douze mois (d'octobre 2015 à septembre 2016), le trafic passagers de Paris Aéroport a atteint 96,1 millions et s'inscrit donc sur des bases permettant malgré tout d'**entrevoir un nouveau record annuel** (le précédent est de 95,4 millions de passagers en 2015). Il est tout de même à souligner que la tendance est restée positive grâce aux résultats favorables de Paris-Orly (+ 4,4 % de janvier à septembre contre - 0,7 % à Paris-Charles de Gaulle). Par ailleurs, le trafic passagers de et vers l'Europe a été mieux orienté (+ 2,4 % depuis le début de l'année) que le reste du trafic international (- 0,4 %) tandis que le trafic métropolitain a tout juste stagné (+ 0,1 %). ■

PERSPECTIVES : L'ANNEE 2016 DEVRAIT S'ACHEVER SUR UNE NOTE DECEVANTE POUR L'ECONOMIE FRANCILIENNE

TOUJOURS PAS D'ACCELERATION FRANCHE DE L'ACTIVITE EN ILE-DE-FRANCE

Le bilan économique 2016 s'annonce en-deçà des prévisions pour l'Ile-de-France. L'activité dans la région continue à se redresser mais elle peine à franchir un cap supplémentaire. Particulièrement sensible au contexte international, l'Ile-de-France pourrait même être à nouveau fragilisée si, en plus des incertitudes nées du vote pour le Brexit, le résultat du référendum italien sur la réforme constitutionnelle venait déstabiliser à nouveau l'Europe et la zone euro. Malgré ce contexte, les dernières informations disponibles concernant la conjoncture dans la région montrent que **le volume d'affaires s'est légèrement amélioré dans l'industrie francilienne et dans les services marchands au début de l'automne** ; parallèlement, l'activité dans la construction se renforce peu à peu. Par ailleurs, si le niveau d'activité actuel permet de créer des emplois dans la région, la courbe du chômage peine à s'infléchir clairement : le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A à fin octobre ne s'est réduit que de 1,8 % sur un an et reste encore supérieur de près de 72,0 % à son niveau de mai 2008. ■

■ ■ ■ ■ ■

Document réalisé par Mickaël LE PRIOL

Rédaction achevée le 2 décembre 2016

■ ■ ■ ■ ■

Crocis de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland – 75008 Paris
Tél. : 01 55 65 82 00 – fax : 01 55 65 82 62 – e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr
Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
et suivez-nous sur Twitter @CROCIS_CCI_IDF

- Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT, isavelli@cci-paris-idf.fr
- Conjoncture – Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL, mlepriol@cci-paris-idf.fr
- Commerce – Enquêtes – Développement durable : Julien TUILLIER, jtuillier@cci-paris-idf.fr
- Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN, yburfin@cci-paris-idf.fr
- Services : Bénédicte GUALBERT, bgualbert@cci-paris-idf.fr
- Veille territoriale : Marielle GUERARD
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX, npagnoux@cci-paris-idf.fr
- Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT, iburgotlambert@cci-paris-idf.fr

Directeur de la publication : Etienne GUYOT
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT

Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source